

STRATES**Strates**

Matériaux pour la recherche en sciences sociales

10 | 2001

Villageois et citadins de Grèce

Les équivoques de la statistique : dépeuplement et double appartenance sociale en Épire (1961-1991)

Stathis Damianakos

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/strates/47>

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2001

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Stathis Damianakos, « Les équivoques de la statistique : dépeuplement et double appartenance sociale en Épire (1961-1991) », *Strates* [En ligne], 10 | 2001, mis en ligne le 11 janvier 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/strates/47>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Les équivoques de la statistique : dépeuplement et double appartenance sociale en Épire (1961-1991)

Stathis Damianakos

Souvent, la même famille [paysanne] a donné
naissance
à un agriculteur, un évêque, un commissaire de
gendarmerie
et un bandit non moins illustre que les précédents
K. D. Karavidas (Agrotika, 1931, p. 586)

- 1 La boutade ci-dessus, due à un grand connaisseur des sociétés rurales sud-est européennes de l'entre-deux-guerres, résume de manière exemplaire le caractère profondément hybride de la famille paysanne grecque, la difficulté de nommer, « taxinomer » et mesurer le ménage agricole selon les catégories notionnelles courantes, telles que statut socio-professionnel, origine des ressources ou milieu d'appartenance socio-spatiale¹. La forte mobilité sociale (intra- ou inter-générationnelle) du paysan grec, nous expliquait déjà avant la dernière guerre K. D. Karavidas, doublée d'une toute aussi forte mobilité géographique (saisonnnière, temporaire ou définitive, cette dernière n'affaiblissant nullement les liens étroits entretenus avec le pays d'origine), ainsi que d'une diversification de revenus fusionnant à l'intérieur du même budget familial, rendent inopérant dans ce cas le clivage rural / urbain, tel qu'il a été façonné par l'imaginaire sociologique commun dans les sociétés du nord-ouest européen : d'un côté les « sociétés rurales » plus ou moins homogènes, peuplées essentiellement d'agriculteurs enracinés dans leurs territoires et réfractaires à toute ouverture vers la « modernité », d'un autre côté les « sociétés urbaines » très diversifiées, dotées d'une forte mobilité (géographique et sociale) et naturellement portées vers le développement et le progrès. Deux univers qui, la plupart du temps, sont vus comme deux mondes séparés sinon antagonistes. K. Karavidas récuse même le terme de « paysan » en lui préférant celui d'*astochorikos* (paysan-citadin).

- 2 Malgré les bouleversements spectaculaires que connaît la société rurale grecque depuis la dernière guerre (St. Damianakos, 1996, 1997), la formule de K. D. Karavidas pourrait être appliquée, *mutatis mutandis*, au ménage agricole actuel : les vocations sacerdotales, militaires ou hors-la-loi étant plutôt en recul de nos jours, il suffit de remplacer « évêque » par « diplômé d'une université ou grande école » (même si l'orientation professionnelle ultérieure ne s'accorde pas toujours avec les études suivies, les agriculteurs grecs sont les premiers parmi leurs homologues européens à envoyer leurs enfants faire des études supérieures), « commissaire de gendarmerie » par « fonctionnaire » (l'hypertrophie légendaire de l'administration grecque est due principalement au système de clientèle régnant dans les milieux ruraux) et « bandit » par « émigrant temporaire » en Allemagne ou en Belgique, pour que le caractère hybride du ménage agricole d'aujourd'hui s'affirme aussi fort que pendant la période de l'entre-deux-guerres.
- 3 De nombreuses études locales réalisées au cours des trente dernières années par sociologues, géographes ou anthropologues en Grèce rurale ont amplement démontré cette spécificité du paysan grec par rapport au paysan occidental, en mettant au jour la nature composite de ses activités (au niveau aussi bien individuel que familial) ainsi que le va-et-vient incessant entre ville et village, qui brouillent son appartenance sociale ou spatiale et rendent aléatoires des opérations à première vue élémentaires, comme le calcul du nombre d'habitants d'une localité, la mesure de ses variations dans le temps ou l'estimation du taux de l'exode rural. Pour s'en tenir au seul aspect démographique du phénomène, comment établir le nombre d'habitants d'un village lorsqu'on sait que sa population « légale » (habitants inscrits dans les registres de citoyenneté de la commune) multiplie plusieurs fois la population « recensée » par l'Office national statistique (elle-même augmentée par un nombre varié de natifs affluant au village le jour du recensement pour se faire dénombrer sur place) et que sa population « réelle » oscille entre ces deux chiffres extrêmes en fonction de circonstances locales et temporaires chaque fois particulières ? On n'est pas simplement en présence d'une situation de « double résidence » ou de « résidence secondaire » réservée aux vacances et aux loisirs du week-end ; l'incertitude quant à l'affectation (citadine ou rurale) de cette partie fluide de la population vient de la réelle équivalence subsistant entre deux milieux d'appartenance sociale et spatiale, milieux qui engagent l'ensemble des conditions d'existence sociale des individus : activités économiques, relations politiques, identités socioculturelles.
- 4 Prenons l'exemple d'un petit commerçant installé, avec femme et enfants, depuis un quart de siècle dans une grande agglomération ou dans le chef-lieu de son département d'origine. Il se rend plusieurs fois par an à son village natal (où il possède en indivis une maison et quelques lopins de terre) tantôt pour s'occuper, assisté par son fils, de « l'entreprise touristique » qu'il fait fonctionner pendant la période estivale, tantôt pour donner un coup de main à l'exploitation agricole familiale, tenue par son frère aîné, tantôt pour participer aux moments forts qui ponctuent la vie sociale du village : élections nationales ou municipales, renouvellement du bureau de l'association culturelle locale, grandes fêtes calendaires, mariages, baptêmes ou obsèques des proches restés au village. Si l'on ajoute que ces séjours totalisent quatre ou cinq mois par an et que le revenu annuel réalisé au village dépasse ce qu'il gagne par ses activités en ville, nous comprenons facilement que compter ce petit commerçant parmi les habitants du village ou de la ville, en fonction soit de son « travail principal » soit du temps passé dans l'un ou

dans l'autre de ces lieux, comporte une forte dose d'arbitraire. C'est pourtant le cas de plusieurs analyses démographiques, nationales ou régionales, qui, fondées sur les données des recensements décennaux, proposent des classifications entre populations « rurales », « semi-urbaines » et « urbaines », établissent des courbes d'évolution de la population rurale ou mesurent des taux de l'exode rural pour tel ou tel département ou canton. Le caractère fictif de ces analyses (et des cartographies qui vont avec) est d'autant plus évident que le poids démographique de cette population mouvante semble être extrêmement important (l'accroissement spectaculaire que connaissent les villes grecques après les années soixante est due aux migrants ruraux conservant des liens étroits avec le pays d'origine) et que l'image apocalyptique de désertification qu'elles fournissent pour des régions entières du territoire national est formellement démentie par des enquêtes locales. Celles-ci soulignent au contraire l'apport décisif de ces séjours périodiques au maintien d'une vie sociale, économique et culturelle réelle pour de nombreux villages.

- 5 Y a-t-il moyen d'accéder à une évaluation chiffrée de la population en question, de traduire ces observations monographiques (rebelles en principe au traitement quantitatif) en indicateurs susceptibles de nous éclairer sur la portée du phénomène au niveau régional ou national? On sait que, en dehors même des problèmes épistémologiques majeurs posés par la confrontation des catégories sociologiques avec les catégories statistiques (St. Damianakos, 1989), ces dernières sont impuissantes à rendre compte des comportements qui s'écartent des modèles normalisés en vigueur dans les sociétés post-industrielles : la pluriactivité, manifestation par excellence de l'économie dite parallèle, passe le plus souvent à travers les mailles des enquêtes statistiques ; quant aux déplacements temporaires ou à la double appartenance identitaire, ces phénomènes sont en général ignorés des dénombrements.
- 6 Dans ces conditions, le seul biais par lequel nous pouvons appréhender l'ampleur et la répartition dans l'espace du phénomène reste la voie indirecte, le recours à des indicateurs de substitution. E. Zacopoulou (1998) fait appel à un indicateur de cet ordre (la « population légale ») pour étudier les liens entretenus par les migrants ruraux du département de Jannina avec leur village d'origine. La distribution, cantonale et départementale, des écarts constatés par rapport à la population recensée révèle des disparités significatives ; par ailleurs sa mise en relation avec d'autres traits socio-démographiques fait apparaître des tendances lourdes que confirment les analyses plus détaillées effectuées au niveau communal. Cependant, pour être suffisamment crédible quant à l'appréciation des liens identitaires (idéologiques ou sentimentaux) qui unissent l'expatrié à son village natal, l'indicateur « population légale » n'en reste pas moins vague quant au comportement réel et aux appartenances effectives de cette population : éviter de transférer ses droits civiques du village à la ville, même plusieurs décennies après son départ, cela pourrait être interprété, après tout, comme une simple omission due à la négligence de l'intéressé, sans autres conséquences pratiques que quelque désordre dans ses démarches administratives (récompensé de toute façon par les facilités obtenues grâce à la mobilisation des relations de clientèle au village).
- 7 Ici, nous nous proposons d'étudier la double appartenance socio-spatiale des migrants ruraux épirotes entre 1961 et 1991 à partir d'un autre indicateur, celui des « voix exprimées » dans la localité lors des consultations électorales nationales qui se sont déroulées au cours de cette période. Nous verrons que le nombre des personnes exerçant leur droit électoral au village est, très souvent, plusieurs fois supérieur à la population

recensée dans la commune par l'Office national statistique grec. Or, si un expatrié décide de se déplacer le jour des élections pour voter au profit de « son » député, son comportement signifie quelque chose de plus qu'un attachement symbolique au pays natal. Le sens de ce déplacement s'inscrit dans le fait qu'une partie importante de ses activités et de sa vie sociale est directement impliquée dans des enjeux politiques, socio-économiques et culturels locaux. La distribution spatiale de certaines variables composées à partir de cet indicateur et leur croisement avec des variables mesurant des caractéristiques démographiques et géographiques (plaine, semi-montagne, montagne) majeures de la localité, font dégager une configuration du rapport rural/urbain plus proche des mouvements réels de population pendant cette période que l'image fournie par les analyses statistiques habituelles. De plus, la représentation cartographique permet de déceler parmi les 314 unités communales du département des contiguïtés spatiales significatives, contiguïtés qui renvoient à des unités historiques ou socioculturelles invisibles à travers le découpage administratif d'avant 1997 de Jannina en quatre *éparchies* (cantons) : Dodoni, Metsovo, Konitsa et Pogoni (voir carte 1).

Carte 1



- 8 Mais l'avantage de cette approche tient surtout à son inspiration qualitative et à l'intime imbrication qu'elle suggère entre observation monographique et étude statistique. C'est pourquoi nous faisons précéder l'analyse quantitative d'un résumé des principaux résultats auxquels ont abouti nos enquêtes locales, réalisées entre 1986 et 1990 dans trois villages épirotes². Au-delà de la diversité des situations et des logiques locales de reproduction que ces enquêtes révèlent, elles nous aident à comprendre *in concreto* comment les sociétés rurales font face à la double contrainte, à la fois sociale et épistémologique, que leur impose la logique globale : d'une part en refusant de s'aligner sur la tendance dominante qui les pousse à la désertification, d'autre part en récusant les catégories statistiques courantes (sur ce qu'est, par exemple, l'urbain et le rural ou « la

population réelle » d'une localité) et en démontrant le caractère formel des calculs établis en leur nom. Comme nous le verrons par la suite, il y a au moins trois modes de calcul (ni plus ni moins fiables les uns que les autres) pour évaluer la population d'un village et ses variations dans le temps. L'approche qualitative de ces phénomènes nous incite à rechercher le sens du clivage rural/urbain ailleurs que dans la délimitation des seuils quantitatifs et à nous efforcer de construire un vrai concept en tenant compte des situations historiques, spatiales et socio-culturelles propres aux deux milieux.

- 9 Les premières enquêtes épirotes, réalisées en 1958 et 1961 dans la Konitsa et le Zaghori oriental, montraient que, sous les effets conjugués de la dégradation continue des structures démographiques et de l'absence de perspectives crédibles de « développement économique », ces régions étaient promises à un dépeuplement plus ou moins radical et rapide. Trente ans plus tard, les nouvelles recherches entreprises dans trois localités (Pyrsoyianni, Aétopétra, Grévéniti) nous font découvrir les capacités étonnantes de résistance recélées par les sociétés montagnardes épirotes, leur aptitude à imaginer des issues à la crise qui défient toute rationalité. Ce défi lancé au « bon sens » met en question les modes d'intégration prescrits par la logique globale, la nature convenue des ressources à exploiter, la manière appropriée d'assurer leur gestion. Refusant l'alternative imposée par le système (s'incliner devant les exigences de la rentabilité économique ou disparaître), les localités choisissent des solutions qui, si absurdes ou paradoxales qu'elles apparaissent à l'observateur extérieur, font preuve d'une efficacité indéniable : mobiliser la mémoire sociale, recourir aux revenus provenant de l'émigration, faire valoir ses réseaux de clientèle, sont des moyens dont la mise en œuvre permet à la collectivité de se maintenir, à l'agriculture de se moderniser, à l'ancienne vocation d'entrepreneur du montagnard épirote de renaître.
- 10 Dans cette optique on peut soutenir que ces villages représentent des types idéaux correspondant aux trois modes de réaction, aux trois logiques d'adaptation différentes qui caractérisent l'évolution des collectivités rurales grecques face à la pénétration capitaliste de l'après-guerre.
- 11 La première logique d'insertion est celle de l'effacement matériel de la collectivité par l'exode rural : vieillissement extrême de la population, absence d'activités productives, rétrécissement de la taille de la localité en deçà d'un seuil minimal de sociabilité.
- 12 À cette catégorie appartiennent des villages, montagnards pour la plupart, dont la longue histoire artisanale et culturelle n'a survécu que grâce à la mémoire collective vivante d'une puissante diaspora à travers la Grèce ou à travers les continents. Pyrsoyianni, ancien chef-lieu de la région sous l'occupation ottomane et foyer, depuis le XVIII^e siècle, des célèbres artisans-maçons ayant, selon la légende, « construit l'*ækoumène* », est l'un de ces villages. À cette différence près que la volonté acharnée d'affirmer une identité locale de la part des Pyrsoyiannites de la diaspora et les conflits qu'elle provoque autour de la gestion de l'histoire locale (passé artisanal et communautaire contre passé des grands seigneurs « féodaux »), ne sont pas ici de simples résidus idéologiques, mais prennent des formes autrement plus matérielles : fondation d'associations d'entraide dans plusieurs villes en Grèce ou ailleurs (dont la première en date fut fondée en 1908 à New-York), publication de journaux et de revues, donations ou collectes en faveur du village natal pour la construction de divers édifices d'intérêt public, création récente à Pyrsoyianni d'un Musée ethnographique modèle, multiplication des résidences secondaires (réfections des anciennes maisons ou construction de nouvelles) qui font plus que tripler la population du village au cours des vacances ou des grandes fêtes. Quelle autre localité,

même parmi celles qui ont conservé intacts leurs effectifs démographiques, peut se vanter d'une sociabilité aussi intense ?

- 13 La deuxième logique consiste en l'engagement plus ou moins déterminé dans l'intégration verticale au système de production dominant : implication directe dans le marché, adaptation relativement « normale » aux structures économiques, politiques et culturelles de la société globale, tendance à la « dépayssation » en raison de l'aliénation progressive de toute autarcie, autonomie ou particularité culturelle locale, et, à la limite, dépérissement de la communauté villageoise et remplacement de celle-ci par un agrégat de petits entrepreneurs « artisanaux » ou « capitalistes ».
- 14 C'est le cas d'Aétopétra, seul village parmi les localités étudiées à avoir développé son agriculture. Anciens métayers dans les *tshifliks* des grands propriétaires terriens de la région, les habitants d'Aétopétra deviennent, comme tous les paysans grecs, des petits propriétaires après la réforme agraire de 1917-30. Installés sur des minuscules exploitations de 0,5 à 4 ha, ils ne pratiquent guère, jusqu'aux années soixante, qu'une agriculture de subsistance basée sur le blé et les cultures fourragères. Dans les années soixante, la plus grande partie de la population active quitte le village pour la RFA ou d'autres pays de l'Europe occidentale, mais, contrairement à ce qui se passe pour la majorité des villages grecs, les retours massifs qu'on a notés à partir de la fin des années soixante-dix ne vont pas grossir les secteurs tertiaire ou secondaire des villes. Une partie, en effet, des expatriés d'Aétopétra préfèrent la réinstallation au village et l'investissement dans l'agriculture, dont l'essor est considérable au cours des dernières années grâce au remembrement de 1976, aux progrès enregistrés dans le domaine de la mécanisation agricole et de l'irrigation, à l'introduction des nouvelles cultures (maïs), à l'extension du fermage. Parallèlement, le syndicalisme agricole se développe et le village se reconstruit presque entièrement. Aucun rapport avec l'image de désolation, de misère et d'atonie sociale que dégageait le village pour le visiteur de 1958.
- 15 Enfin, le troisième mode de réaction est celui de la « ruse » de la société locale face à la modernité, qui lui permet de maintenir, de reproduire et, dans certains cas, de renforcer ses structures traditionnelles : villages conservant un certain équilibre démographique, une économie domestique d'autosubsistance relative, des institutions locales et des traditions culturelles qui leur permettent de faire face à l'action désagrégative du système dominant, parfois grâce au détournement astucieux des forces de changement extérieures au profit de la conservation des structures en place.
- 16 Grévéniti est un village qui illustre bien cette logique d'adaptation. Une longue tradition d'autonomie administrative accordée à toute la région de Zaghori par la Sublime Porte à partir du XVII^e siècle et l'existence d'une riche forêt communale dont il faut sans cesse défendre le statut face à l'État, ont contribué à la formation des élites locales qui savent tirer le meilleur parti de leurs relations avec le pouvoir. Société très ouverte sur l'extérieur malgré son isolement géographique, Grévéniti a fondé sa prospérité sur le développement depuis le XVIII^e siècle des activités commerciales interbalkaniques et sur les migrations temporaires. Les richesses ainsi accumulées étaient investies dans de grands domaines en Épire ou en Thessalie. Après le rattachement de l'Épire à l'État grec en 1912, et la fermeture des marchés balkaniques, le village sombre progressivement dans le marasme. Au cours de la deuxième guerre, il est incendié plusieurs fois et reconstruit en 1950-52. Entre-temps, pendant la guerre civile, ses habitants sont transférés à Jannina où ils vivent deux ans grâce aux subsides de l'État, ce qui renforce leur mentalité

d'« assistés » et contribue à la mise en place de nouveaux liens de dépendance interpersonnelle avec les autorités.

- 17 Ces liens dominent la vie locale après la guerre, quand la survie du village est assurée grâce à la mise sur pied de ce formidable système de pluriactivité généralisée qu'on pourrait appeler « économie de bricolage » et qui repose presque entièrement sur une mobilisation permanente des relations de clientèle : un peu de bûcheronnage, un peu d'agriculture, un peu de travail dans des entreprises de travaux publics, un peu d'artisanat, un peu de salariat temporaire dans la ville proche, un peu de participation enfin à l'entreprise communale d'élevage de visons (expérience parmi les plus rares en Grèce) qui a été créée à Grévéniti grâce à une généreuse subvention de l'État et qui ambitionne de transformer toute la région en centre de confection de fourrure.
- 18 Trois villages, trois manières appropriées de répondre aux contraintes extérieures, et en même temps, trois types d'évolution des sociétés locales centrés, le premier sur la résistance des identités locales dans le symbolique, le deuxième sur le passage de l'économie de subsistance à la petite production marchande, le troisième sur des équilibres institutionnels astucieux, fragiles mais assez efficaces.
- 19 Regardons maintenant comment ces réponses locales différenciées face à des sollicitations extérieures communes se reflètent au niveau du système démographique et du mouvement de la population des villages étudiés.
- 20 À Pyrsoyianni, l'analyse des principaux paramètres qui définissent l'évolution et l'état démographique actuel fait apparaître plusieurs paradoxes. Le premier tient au contraste entre structures démographiques depuis longtemps dégradées et sociabilité communautaire intense et variée de ce village. Dès les années soixante, la décroissance rapide de la natalité et de la nuptialité, la montée vertigineuse de la mortalité et le vieillissement extrême de la structure d'âges conjuguent leurs effets pour convaincre le chercheur de l'extinction imminente de la localité : le taux d'excédent naturel de la population, de plus en plus négatif, aurait dû conduire à sa disparition depuis ces années-là. Or, le village est toujours vivant. Que se passe-t-il donc ? D'un strict point de vue de comptabilité démographique le mystère s'éclaircit si l'on compare le mouvement naturel avec le mouvement migratoire, comparaison qui montre que le déficit est atténué ou même neutralisé par des rapatriements de plus en plus nombreux au cours des vingt dernières années. Les vieillards du village meurent, mais d'autres vieillards arrivent des quatre coins du monde prendre leur place.
- 21 Toutefois, les vieillards de Pyrsoyianni représentent quelque chose de plus qu'un simple apport numérique à son existence matérielle ; l'explication par la seule arithmétique des flux migratoires est donc insuffisante. Ministres du temple, gardiens du lieu de ralliement, symbolique et matériel, des Pyrsoyiannites de la diaspora, ils sont en même temps les gestionnaires d'une vie communautaire qui déborde largement les frontières de la localité. Il s'agit là du deuxième paradoxe socio-démographique de ce village, lié à l'incertitude quant à la ligne de démarcation entre « population présente » et « population absente » : distinction tout à fait inopérante pour rendre compte de l'existence effective d'une localité dont la population active, jusqu'aux années soixante, ne résidait que trois ou quatre mois par an au village (entre Noël et Pâques) et où, aujourd'hui, non seulement les présents ne le sont que grâce à l'absence (celle qui fut la leur et celle des proches qui subviennent aux besoins du ménage), mais aussi les expatriés ne sont pas à proprement parler des absents puisqu'on les retrouve intimement mêlés à la

vie communautaire, de même que, inversement, on retrouve le « village » dans les multiples lieux de leur installation actuelle.

- 22 Si l'on ajoute le paradoxe de la coexistence, visible à Pyrsoyianni depuis 1950, de deux modèles démographiques opposés, un modèle « urbain » (mis en relief par la faible natalité, la forte mortalité, le nombre réduit d'enfants par couple et la structure d'âges que le gonflement des tranches d'âges mûrs rapproche de celle des populations des grandes villes) et un modèle « paysan » (illustré par la forte endogamie, répandue même parmi les Pyrsoyiannites de la diaspora, et la perpétuation, sous une forme tronquée, du groupe domestique élargi ou des traces d'organisation « lignagère » de la famille), on comprend sans peine pourquoi dans ce village la dichotomie rural/urbain et l'analyse de l'évolution de la population selon les méthodes courantes sont dépourvues de sens.
- 23 La lecture du tableau I - 1, rapprochant trois modes de calcul de la population villageoise depuis 1961, montre bien ces incertitudes ainsi que le décalage permanent qui subsiste entre démarche statistique et démarche sociologique. La comparaison des chiffres fournis par les recensements décennaux avec nos propres estimations (établies à partir du dépouillement des registres communaux et des informations orales, et sur la base de la présence effective d'une personne pour un laps de temps supérieur à trois mois dans l'année) révèle l'existence d'écarts considérables (colonnes 2 et 5). Si pour l'année 1961 l'écart est plutôt insignifiant, l'apparition, à partir des années soixante-dix, d'une nouvelle stratégie parmi la diaspora villageoise (consistant à affréter des autocars pour faire venir au village des expatriés le jour du recensement), entraîne un gonflement démesuré des effectifs, qui peut aller jusqu'à doubler la population dénombrée par l'enquête locale : ainsi, pour les années 1981 et 1991 les recensements créditent le village d'une population respectivement de 381 et 293 habitants, face à 164 (1981) et 168 (1986) habitants comptés par l'enquête locale.

Tableau I - Versions de l'évolution de la population pour trois villages d'Épire (1961-91)

I-1 PYRSOYIANNI	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1961	383*	-3 %	260	400	-	342	+82	465	-	
						(29/10/61)				
1971	290	-24 %	261	250	-37 %	326	+65	355	-24 %	
						(17/11/74)				
1981	381	+32 %	350	164	-34 %	351	+1	382	+8 %	
						(18/10/81)				
1991	293	-23 %	270	168	+2 %	323	+53	346	-9 %	
				(1986)		(8/4/1990)				
(*) Le dénombrement de 1961 fait état de 513 habitants pour Pyssoyianni, mais il précise que 130 parmi eux « sont enregistrés dans d'autres communes ».										
I-2 GREVENITI	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1961	445	+1	325	473	-	365	+40	485	-	
						(29/10/61)				
1971	343	-23 %	281	362	-23 %	382	+101	444	-8 %	
						(17/11/74)				
1981	295	-14 %	248	286	-20 %	382	+134	429	-3 %	
						(18/10/81)				
1991	376	+27 %	316	255	-12 %	382	+66	442	+3 %	
				(1986)		(8/4/90)				
I-3 AETOPETRA	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1961	341	+8	188	393	-	167	-21	320	-	
						(29/10/61)				
1971	232	-32 %	181	303	-23 %	168	-13	219	-32 %	
						(17/11/74)				
1981	214	-8 %	175	221	-27 %	218	+43	257	+17 %	
						(18/10/81)				
1991	196	-8 %	161	190	-14 %	246	+85	281	+9 %	
				(1986)		(8/4/1990)				

24 1 : Année de recensement.

25 2 : Population dénombrée par l'ONSG.

26 3 : Variation par rapport au dénombrement précédent (%).

27 4 : Population dénombrée par l'ONSG en âge de voter (estimée selon la structure d'âges du village pour chaque période).

28 5 : Population dénombrée par l'enquête locale (1986).

29 6 : Variation selon l'enquête locale (%).

30 7 : Voix exprimées aux élections nationales du 29/10/1961, 17/11/1974, 18/10/1981 et 8/4/1990.

31 8 : Solde entre voix exprimées et population dénombrée par l'ONSG en âge de voter (7 - 4).

32 9 : Population rectifiée (2 + 8).

33 10 : Variation rectifiée (%).

34 Selon qu'on considère l'un ou l'autre de ces modes de calcul, l'évolution de la population depuis 1961 prend une allure différente : - 24 %, + 32 % et - 23 % respectivement pour les années 1961-71, 1971-81 et 1981-91, d'après les recensements, - 37 %, - 34 % et + 2 %, pour les mêmes périodes (sauf pour la troisième qui va de 1981 à 1986), d'après l'enquête locale (colonnes 3 et 6). Mais, l'image change encore si l'on introduit un troisième mode de calcul, qui associe à la population recensée les expatriés de double appartenance, c'est-à-dire ceux qui viennent voter au village (colonne 9) : les effectifs villageois se renforcent considérablement (ceux qui se déplacent pour exercer leur droit électoral sont même plus nombreux que ceux qui viennent au village pour se faire recenser - cf colonne 8) ; par

ailleurs la chute catastrophique de population indiquée par les deux premiers modes de calcul disparaît : depuis 1971 la population villageoise tend même à se stabiliser (colonne 10).

- 35 Plus cohérente, l'histoire démographique de Grévéniti depuis la dernière guerre n'en dénote pas moins les mêmes décalages entre population permanente et population de double appartenance. Ici, malgré la forte dévitalisation des structures démographiques amorcée dès les années quarante, des signes encourageants font leur apparition au cours de la décennie de 1980, qui différencient fortement la physionomie de ce village de celle de Pyrsoyianni : la courbe des naissances, après avoir frôlé le zéro en 1976 et 1977, remonte constamment depuis ; le taux de nuptialité représente en 1981-85 plus du double de celui enregistré en 1971-1980 ; l'émigration décroît nettement à partir des années soixante-dix et le mouvement des réinstallations au village après les années quatre-vingt accomplit un bond spectaculaire. Mais, à la différence de Pyrsoyianni, les émigrants qui retournent au village appartiennent, dans leur grande majorité, aux âges actifs, ce qui est en rapport avec une certaine relance que connaissent les activités économiques locales au cours des dernières années.
- 36 Multiples et variées, entièrement tournées vers des ressources extra-agricoles, ces activités reposent sur un puissant réseau de clientèles politiques, administratives et professionnelles dont le siège est à Jannina, chef-lieu du département. Signe des temps, à partir des années quatre-vingt, la ville de Jannina reconquiert la première place parmi les lieux d'accueil de l'émigration villageoise, place qui fut pendant longtemps la sienne, mais qui lui avait été ravie par Athènes au cours des années soixante-dix. Ce recentrage du mouvement migratoire sur la ville proche renforce incontestablement la double appartenance et intensifie les déplacements saisonniers (ou même journaliers), facilités par ailleurs grâce à l'amélioration récente du réseau routier départemental : en 1960 il fallait une demi-journée pour franchir les 45 km qui séparent le village de la ville, aujourd'hui on y accède en une heure.
- 37 Le rapprochement entre populations recensées et populations dénombrées par l'enquête (*tableau I - 2, colonnes 2 et 5*) ne révèle pas de différences notables, sauf pour le recensement de 1991. Celui-ci crédite Grévéniti d'un accroissement de population par rapport à 1981 de 27 %, ce qui est infirmé par l'enquête locale selon laquelle le village perdait, en 1986 déjà, 12 % de ses effectifs (*colonnes 3 et 6*). La pratique du « car affrété », tardivement apparue à Grévéniti, explique sans doute cet écart. Mais la situation se modifie encore si l'on considère les expatriés qui viennent voter au village (*colonnes 7 à 10*) : la diminution de la population entre 1961 et 1981 est beaucoup moins ample, on observe même un léger accroissement à partir de 1981.
- 38 Troisième cas de figure, la démographie d'Aétopétra s'écarte sensiblement de celle que nous avons vue dans les deux autres villages. Ici, pas de tradition migratoire temporaire ou définitive avant les années soixante, pas de déficit dans le mouvement naturel jusqu'aux années soixante-dix, pas de signes vraiment alarmants pour l'avenir de la population avant les années quatre-vingt. Au contraire, l'image démographique de ce village est longtemps celle d'une vitalité exemplaire : forte natalité, taux de nuptialité élevé, structure d'âges équilibrée. Tout commence à se dégrader à la suite du « boum » migratoire vers la RFA survenu entre 1960 et 1975, mouvement redoublé quelques années plus tard par une deuxième vague d'émigration, cette fois-ci intérieure, aussi importante que la première (1965-1982). Si les effets de cette rupture brutale dans l'histoire démographique du village nécessitent plus de quinze ans pour se faire sentir dans toute

leur ampleur, il n'en est pas moins vrai que les symptômes du profond marasme dans lequel sombre aujourd'hui le village (malgré les retours enregistrés à partir de 1970), font assimiler ses structures démographiques à celles que connaissent, depuis longtemps déjà, les deux autres localités : chute rapide des effectifs villageois, raréfaction des naissances et des mariages, rétrécissement excessif des tranches d'âges des jeunes générations.

- 39 La lecture du *tableau I-3* confirme la singularité de l'itinéraire démographique d'Aétopétra par rapport à Pырsoyianni et à Grévéniti. Les bouleversements provoqués par les deux vagues d'émigration de la période 1960-1980 expliquent pourquoi les trois approches de la population villageoise proposées par ce tableau aboutissent à des résultats assez éloignés de ceux qu'on a vus pour les deux autres villages. En effet, la comparaison entre population recensée, population dénombrée par l'enquête et population rectifiée d'après les doubles appartenances montre que l'évolution démographique d'Aétopétra s'inscrit dans deux périodes qu'il faut nettement séparer : celle d'avant et celle d'après 1981. Au cours de la première période le nombre d'habitants enregistrés par les recensements est très inférieur à celui fourni par l'enquête (de 52 et 71 habitants respectivement pour 1961 et 1971 - *colonnes 2 et 5*), ce qui témoigne de l'existence d'une importante émigration saisonnière. Dans les années qui suivent, cette dernière est résorbée par l'émigration temporaire ou définitive et les chiffres donnés par ces deux modes de calcul sont du même ordre. Il faut signaler ici que le « car affrété » est une pratique totalement inconnue à Aétopétra.
- 40 La rupture de 1981 éclaire aussi l'évolution contrastée des effectifs villageois rectifiés selon notre troisième mode de calcul (*colonnes 7 à 10*) : contrairement à ce que nous avons pu constater pour les deux autres villages, le solde entre voix exprimées et population recensée en âge de voter pour les élections de 1961 et de 1974 est négatif (*colonne 8*). L'inexistence d'une diaspora villageoise à l'intérieur du pays explique ce déficit qui, selon toute probabilité, traduit l'abstention due à des déplacements saisonniers. La situation se renverse pour les élections de 1981 et de 1990 au cours desquelles le solde devient fortement positif, preuve que les installations de plus en plus massives maintenant à Athènes ou dans d'autres villes grecques poussent Aétopétra à s'aligner sur les autres villages. La comparaison entre les trois versions d'évolution de la population (*colonnes 3, 6 et 10*) montre que l'attachement des expatriés à leur village est même plus fort qu'ailleurs dans la mesure où, après 1971, l'accroissement de la population rectifiée est à la fois constant et très supérieur à celui qu'enregistrent les deux autres villages.
- 41 L'analyse micro-démographique qui précède est doublement instructive : d'une part elle nous renseigne sur la complexité des rapports entre tendances lourdes et itinéraires particuliers suivis, sur la variété aussi des combinaisons internes dans chacune des situations locales observées, de ces articulations à chaque fois inédites d'éléments démographiques divers dans un tout dont l'état actuel, le passé et le devenir font appel, pour être compris, à des approches autres que celles qui sont habituellement utilisées pour les évaluations macrodémographiques. D'autre part elle met au jour un phénomène commun d'amplitude considérable (la double appartenance socio-spatiale) qui, quelles que soient les particularités de l'histoire démographique de la localité et la gravité de son dépeuplement actuel, conditionne étroitement le jeu de la reproduction sociale locale et contribue à modifier l'image de désertification démographique fournie par les études statistiques habituelles. La population villageoise perdue à la suite du mouvement conventionnellement appelé « exode rural » depuis au moins les années soixante, est ainsi retrouvée à l'intérieur d'une zone de *no man's land* statistique où le clivage urbain/

rural n'a plus de sens et où la définition même de la population d'une agglomération (rurale ou urbaine) aurait besoin d'être reconsidérée.

- 42 Quelle est la répartition à l'intérieur du département de Jannina de cette diaspora fortement attachée au pays natal ? Est-elle présente, avec un poids égal, dans toutes nos localités ou son importance est-elle fonction soit de la taille de la population villageoise et de sa variation depuis 1961, soit de la proximité de la ville (Jannina), soit de la position montagnarde, semi-montagnarde ou de plaine du village, soit, enfin, du groupe socio-historique ou culturel dont fait partie ce dernier ? Les cartographies et les tableaux croisés que nous présentons ci-dessous (réalisés à partir des données du dernier recensement, celui du 17 mars 1991, ainsi que de la consultation électorale nationale qui en est la plus proche, celle du 8 avril 1990) apportent un début de réponse à ces questions.
- 43 Le département de Jannina, situé à l'extrémité nord-ouest du pays (voir carte 1), enregistre entre 1961 et 1991 une très forte baisse de sa population rurale. La décroissance atteint 28 %, contre une augmentation de 62 % pour la ville de Jannina (unique « centre urbain » de la région) et de 165 % pour les agglomérations dites « semi-urbaines » (localités dont la population est comprise entre 2 000 et 9 999 habitants). Pendant la même période la population rurale grecque dans son ensemble recule de 21 % tandis que la population urbaine et semi-urbaine augmente respectivement de 66 % et de 21 %. La variation dans le département de Jannina couvre des disparités considérables d'une localité à l'autre. Le recul des effectifs villageois est beaucoup plus accusé dans les communes montagnardes et semi-montagnardes (36 % et 35 % respectivement de celles-ci enregistrent une baisse de plus de 46 %) que dans les communes de plaine (26 %). En revanche, il y a seulement 23 % des communes montagnardes et 26 % des communes semi-montagnardes dont le recul démographique est inférieur à 15 % (ou qui présentent une variation positive), contre 37 % des communes de plaine qui sont dans le même cas. Le tableau II met en évidence des associations à première vue irréfutables.
- 44 Il faut signaler que seules 54 communes (17 % de l'ensemble) présentent une évolution positive de leur population et que parmi celles-ci 28 (52 %) sont des communes de plaine, 19 (35 %) des communes de semi-montagne et 7 (13 %) des communes de montagne.

Tableau II – Variation de la population (1961-1991) selon l'altitude

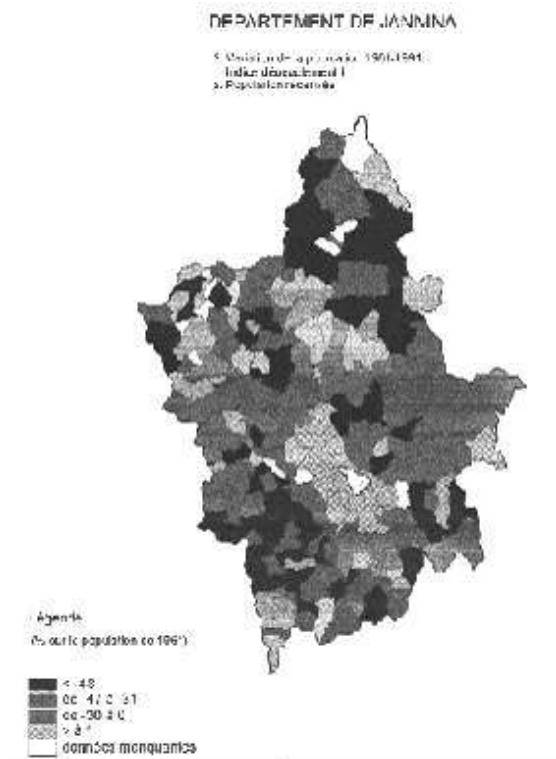
ALTITUDE	VARIATION			Total
	Supérieure à - 46 %	De - 45 % à - 16 %	Inférieure à - 15%	
Plaine (- de 550 m.)	27 (26 %)	38 (36 %)	39 (37 %)	104 (100 %)
Semi-montagne (de 550 à 800 m)	40 (35 %)	45 (39 %)	30 (26 %)	115 (100 %)
Montagne (+ de 800 m)	32 (36 %)	37 (41 %)	21 (23 %)	90 (100 %)
Total	99 (32 %)	120 (39 %)	90 (29 %)	309 (100 %)

- 45 Cependant, la représentation cartographique de ces taux (voir carte 2) montre que l'explication de l'exode par l'altitude est insuffisante sinon fallacieuse. En réalité, la presque totalité des communes présentant un taux positif d'évolution de la population se regroupe autour de la ville de Jannina, dans la plaine du même nom. Il s'agit d'une trentaine de localités qui profitent de la forte expansion socio-économique que connaît la

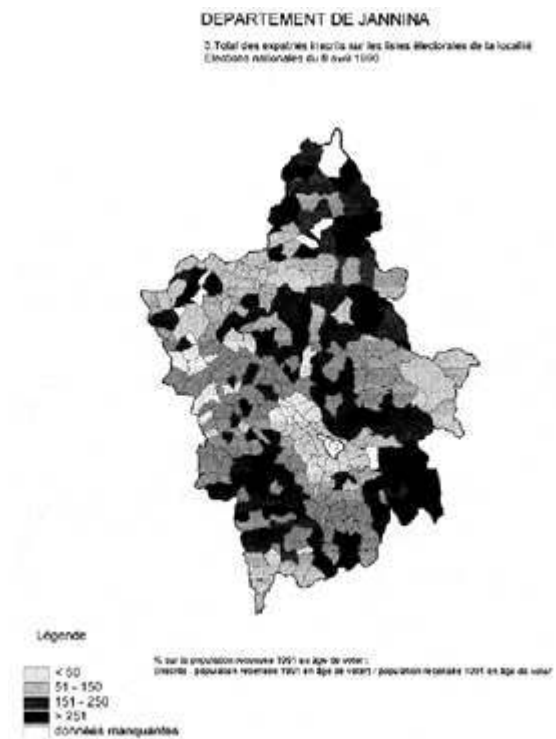
capitale épirote pendant cette période (premier Plan Quinquennal, 1983, 1984). En dehors de cette zone très compacte le dépeuplement touche aussi bien les villages montagnards (Konitsa, Zaghori, Metsovo, Kalaritès et une partie de Pogoni) que ceux de la semi-montagne ou de la plaine (Kourenta-Tsarkovitsa, reste du Pogoni).

- 46 Ces observations sont corroborées par la distribution d'une autre variable : le rapport entre le nombre des expatriés inscrits sur les listes électorales de la localité et la population en âge de voter de cette dernière (voir carte 3). De la lecture comparée des cartes 2 et 3 résulte que ce rapport est parfaitement proportionnel aux pertes subies par la population villageoise entre 1961 et 1991 ; il s'agit donc d'un phénomène qui est présent avec une amplitude égale dans toutes les communes : à quelques rares exceptions près (région de Metsovo notamment), plus la population du village recule, plus ses expatriés inscrits sont nombreux. Pour la grande majorité des communes dont la diminution des effectifs dépasse 30 % (Konitsa, Kalaritès, Zaghori est, Kourenta-Tsarkovitsa centre) le nombre de ces électeurs potentiels multiplie par plus de deux la population adulte recensée. Nous avons là une idée de la population virtuelle de nos villages, que la réunion de certaines conditions socio-économiques, politiques ou symboliques peut à tout moment actualiser.
- 47 Qu'en est-il du comportement électoral réel de ces expatriés ? Nous l'avons mesuré à l'aide de deux indices établis à partir du nombre des voix exprimées dans la localité au cours des élections de 1990, diminué de la population villageoise en âge de voter fournie par le recensement. Le premier (indice d'attachement I) permet d'évaluer l'importance des électeurs expatriés sur l'ensemble des expatriés inscrits du village, le second (indice d'attachement II) nous donne leur poids dans l'ensemble de la population recensée en âge de voter. Dans les deux cas nous faisons l'hypothèse que l'absentéisme électoral dû à des raisons autres que l'absence physique de l'électeur du lieu de vote est nul. Cette hypothèse n'est pas tout à fait invraisemblable quand on connaît la prégnance des réseaux de clientèle et les fonctions remplies par le vote national dans la société rurale grecque (St. Damianakos, 1981, M. Comninos, 1984, E. Zacoboulou, 1986). Nous supposons également que les mouvements migratoires de compensation (émigration d'une partie de la population occultée par une immigration de provenance d'autres agglomérations) n'ont pas d'impact significatif sur ces indices. Quant à la pratique du « car affrété » le jour du recensement, il est évidemment impossible d'évaluer son poids dans la population recensée. Il suffit de savoir qu'en règle générale les expatriés qui viennent voter au village sont beaucoup plus nombreux que ceux qui viennent pour s'y faire recenser. L'écart donc entre ces deux chiffres ne joue que dans le sens de l'affaiblissement des scores obtenus par les localités concernées sur les indices d'attachement, sans les faire disparaître.

Carte 2



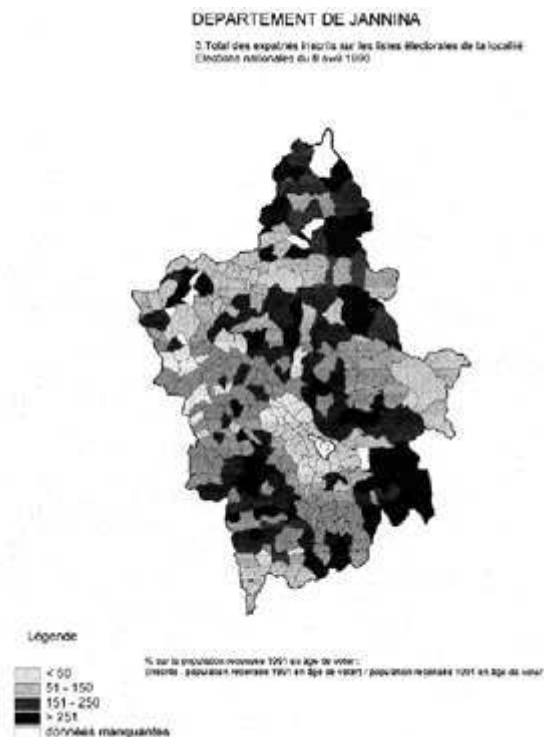
Carte 3



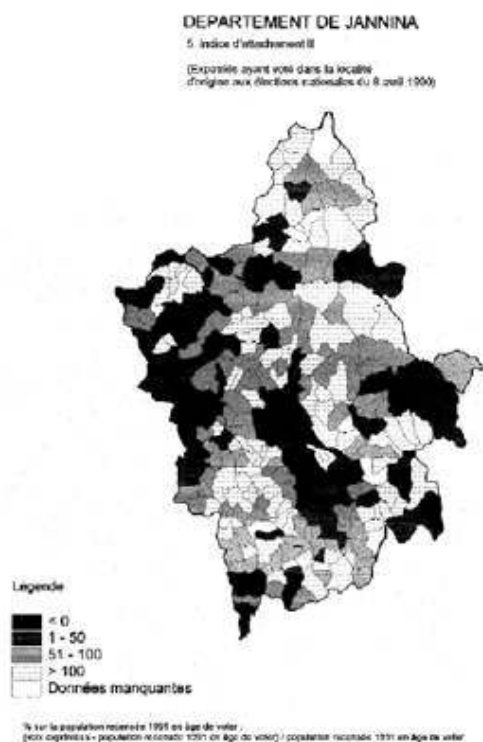
48 Ces deux indices sont très fortement corrélés (coefficient de corrélation des valeurs positives 0,688), ils peuvent donc être tenus pour interchangeables. La comparaison entre

les cartes 4 et 5 confirment que leur distribution spatiale est plus ou moins identique : dans les deux cas les villages qui présentent un fort indice d'attachement sont ceux du Zaggori, du sud-ouest de la plaine de Jannina et du sud-ouest de Kalaritès. À l'inverse, l'attachement est faible (ou nul) dans le Pogoni et le nord-ouest de Kourenta-Tsarkovitsa, tandis que la région de Konitsa, le sud de Kourenta-Tsarkovitsa et la majeure partie du Metsovo occupent des positions intermédiaires. Les rares exceptions à cette répartition uniforme des deux indices renvoient aux décalages très marqués qui peuvent exister d'une localité à l'autre entre nombre d'inscrits et population recensée : dans les villages où, par suite d'un effondrement démographique, l'écart entre inscrits et population recensée est très important, l'indice d'attachement I est extrêmement faible tandis que l'indice d'attachement II se situe à des niveaux très élevés. À l'opposé, là où cet écart est relativement modéré, nous avons un fort indice d'attachement I et un faible (ou moyen) indice d'attachement II³. Les quelques localités ayant connu une immigration importante au cours des dernières années représentent un troisième type de réaction différenciée face aux deux indices. Il s'agit des communes dont la population recensée en âge de voter est supérieure au nombre d'électeurs inscrits et qui, pour la plupart, avoisinent la ville de Jannina. Prolongement du centre urbain elles semblent partager avec lui le même espace socio-démographique. Ces villages (qu'il ne faut pas confondre avec ceux dont la population est supérieure seulement aux voix exprimées et qui enregistrent par conséquent des scores négatifs sur les deux indices) sont marqués comme des « non-lieux » sur la carte 4 (indice d'attachement I), tandis que sur la carte 5 (indice d'attachement II) ils reçoivent des scores négatifs.

Carte 4



Carte 5



- 49 Le croisement de nos deux indices avec la taille démographique des communes révèle quelques associations significatives (voir tableau III).

Tableau III – Indices d'attachement selon la taille démographique

TAILLE DEMOGRAPH.	INDICE D'ATTACHEMENT I				INDICE D'ATTACHEMENT II			
	Moins de de 30 %	De 31 % à 60 %	Plus de 60 %	TOTAL	Moins de de 50 %	De 51 % à 100 %	Plus de 100 %	TOTAL
Moins de 100 hab.	6 (10 %)	26 (43 %)	29 (47 %)	61 (100 %)	8 (13 %)	15 (25 %)	38 (62 %)	61 (100 %)
De 101 à 200 hab.	24 (24 %)	47 (47 %)	29 (29 %)	100 (100 %)	36 (36 %)	34 (34 %)	30 (30 %)	100 (100 %)
De 201 à 400 hab.	11 (13 %)	47 (55 %)	27 (32 %)	85 (100 %)	33 (39 %)	32 (38 %)	20 (23 %)	85 (100 %)
Plus de 400 hab.	25 (52 %)	15 (31 %)	8 (17 %)	48 (100 %)	45 (74 %)	12 (20 %)	4 (6 %)	61 (100 %)
TOTAL	66 (22 %)	135 (46 %)	93 (32 %)	294 (100 %)	122 (40 %)	93 (30 %)	92 (30 %)	307 (100 %)

- 50 La relation est très forte et parfaitement symétrique pour l'indice d'attachement II : plus un village est petit, plus le pourcentage de ses électeurs expatriés sur sa population en âge de voter est grand. Confirmation de la diffusion généralisée du mouvement de retour des expatriés le jour des élections dans leur village, cette symétrie résulte du rapport très étroit qui relie la variation de la population depuis 1961 et la taille démographique actuelle : en règle générale, les petites communes du recensement de 1991 ont perdu plus

de population que les grandes. Par contre, pour l'indice d'attachement I, seules les classes de population extrêmes observent la même symétrie : parmi les villages de moins de 100 habitants, ceux qui attirent un pourcentage d'électeurs expatriés supérieur à 60 % du nombre de leurs expatriés inscrits sont cinq fois plus nombreux que ceux dont ce même pourcentage est inférieur à 30 % (47 % contre 10 %). À l'inverse, parmi les villages de plus de 400 habitants, ceux qui sont classés dans la colonne de plus de 60 % sont trois fois moins nombreux que ceux de la colonne de moins de 30 % (17 % contre 52 %). Les classes de population intermédiaires (entre 101 et 400 habitants) infirment la relation, ce qui peut être interprété comme l'effet d'interférence d'autres facteurs, tels que l'ancienneté (avant 1961) de l'émigration d'une partie des électeurs expatriés ou le jeu inégal entre les trois paramètres (inscrits, population en âge de voter et voix exprimées) que nous évoquions ci-dessus à propos du décalage entre les deux indices d'attachement. Une analyse multivariée nous aiderait sans doute à voir plus clair dans ces relations, mais elle dépasse les objectifs de notre étude.

- 51 Les mêmes remarques sont valables pour les associations mises au jour par le croisement de nos indices d'attachement avec la variation de la population des communes entre 1961 et 1991 et l'altitude de ces dernières (voir tableaux IV et V).

Tableau IV – Indices d'attachement selon la variation de la population (1961-1991)

VARIATION	INDICES D'ATTACHEMENT							
	INDICE D'ATTACHEMENT I				INDICE D'ATTACHEMENT II			
	Moins de 30 %	De 31 % à 60 %	Plus de 60 %	TOTAL	Moins de 50 %	De 51 % à 100 %	Plus de 100 %	TOTAL
Supérieure à - 46 %	8 (8 %)	55 (56 %)	35 (36 %)	98 (100 %)	7 (7 %)	31 (32 %)	60 (61 %)	98 (100 %)
De - 45% à - 16%	18 (15 %)	54 (45 %)	47 (39 %)	119 (100 %)	38 (32 %)	55 (46 %)	27 (22 %)	120 (100 %)
Inférieure à - 15 % (ou positive)	40 (52 %)	26 (34 %)	11 (14 %)	77 (100 %)	77 (86 %)	7 (8 %)	5 (6 %)	89 (100 %)
TOTAL	66 (22 %)	135 (46 %)	93 (32 %)	294 (100 %)	122 (40%)	93 (30 %)	92 (30 %)	307 (100 %)

- 52 L'indice d'attachement II est fortement associé aux deux variables, mais cette association n'est symétrique que pour les valeurs extrêmes. Ainsi, les villages dont le recul démographique depuis 1961 est très fort, sont majoritairement présents dans la catégorie de plus de 100 % de l'indice d'attachement II et cette présence diminue progressivement en passant aux autres catégories de ce même indice (voir tableau IV, partie droite). De la même façon, parmi les villages qui perdent moins leur population ou qui enregistrent des taux positifs, seule une infime minorité réalise des scores supérieurs à 100 % sur l'indice d'attachement, mais leur présence devient massive dans la catégorie des scores inférieurs à 50 %. Par contre, la classe intermédiaire des villages dont le recul démographique est modéré (la plus nombreuse), perturbe cette symétrie, ce qui montre que l'attachement n'est pas déterminé par la variation démographique de manière aussi automatique et directe que ces associations le laissent croire.

Tableau V – Indices d'attachement selon l'altitude

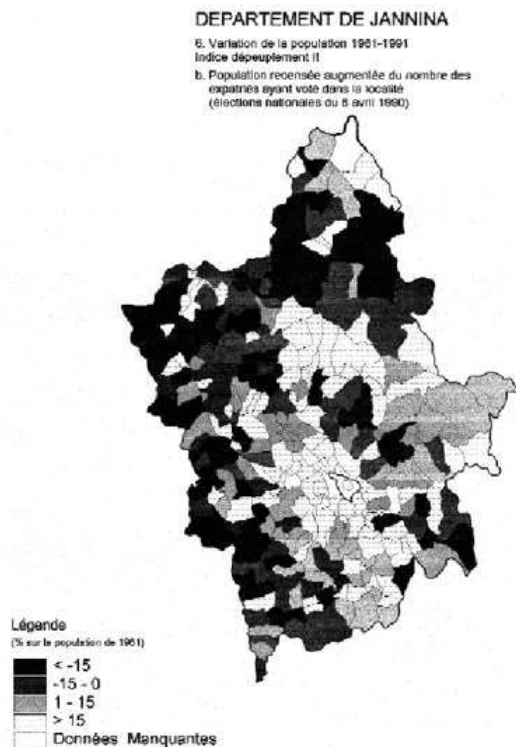
ALTITUDE	INDICE D'ATTACHEMENT I				INDICE D'ATTACHEMENT II			
	Moins de 30 %	De 31 % à 60 %	Plus de 60 %	TOTAL	Moins de 50 %	De 51 % à 100 %	Plus de 100 %	TOTAL
Plaine (- de 550 m)	27 (29 %)	51 (55 %)	15 (16 %)	93 (100 %)	59 (57 %)	31 (30 %)	14 (13 %)	104 (100 %)
Semi-montagne (de 550 à 800 m)	27 (24 %)	41 (37 %)	43 (39 %)	111 (100 %)	43 (38 %)	31 (27 %)	39 (34 %)	113 (100 %)
Montagne (+ de 800 m)	12 (13 %)	43 (48 %)	35 (39 %)	90 (100 %)	20 (22 %)	31 (34 %)	39 (43 %)	90 (100 %)
TOTAL	66 (22 %)	135 (46 %)	93 (32 %)	294 (100 %)	122 (40 %)	93 (30 %)	92 (30 %)	307 (100 %)

- 53 Le tableau V (partie droite) appelle les mêmes observations : si les communes montagnardes et les communes de plaine sont fortement et symétriquement opposées par rapport à l'indice d'attachement II (association positive pour les premières, négative pour les secondes), les communes semi-montagnardes semblent prendre leurs distances face à ces relations. Le caractère plutôt composite de cette catégorie de villages explique peut-être son comportement décalé. Toujours est-il que, comme nous l'avons déjà signalé, la complexité des rapports entretenus par ces variables avec les indices d'attachement ou entre elles, interdit d'y voir de relations de causalité univoques : l'altitude n'explique pas la variation démographique, le volume des électeurs expatriés n'est pas directement conditionné par la taille de la population recensée et cette dernière ne renvoie automatiquement ni à l'altitude ni à l'ampleur du dépeuplement. La tendance des communes qui sont à la fois très dépeuplées, montagnardes et de petite taille à réaliser de gros scores sur l'indice d'attachement II, n'est valable que « globalement » ; de nombreuses exceptions à la règle demeurent, nécessitant une analyse plus approfondie.
- 54 Cette remarque est confirmée par la relation incertaine liant les deux variables, variation de la population et altitude, avec l'indice d'attachement I (voir partie gauche des tableaux IV et V) : ici, seule l'association entre valeurs extrêmes reste forte, la symétrie que nous avons observée dans la partie droite des tableaux disparaît. En ce qui concerne la variation démographique, en dehors des villages qui se dépeuplent le moins, la répartition des autres classes sur l'indice manque de symétrie. Quant à l'altitude, la dissymétrie est partout manifeste, à tel point qu'on se demande si la relation a vraiment un sens, malgré les forts pourcentages marqués par les villages montagnards et semi-montagnards dans la catégorie de plus de 60 % de l'indice.
- 55 En définitive, la variable qui semble le mieux expliquer le comportement de ces indices d'attachement est celle qu'on appelle conventionnellement « variable contextuelle ». La lecture des cartes 4 et 5 montre que la répartition de la double appartenance sociale mesurée par ces indices est fonction, avant tout, de l'unité spatiale à laquelle appartiennent les villages. Ces unités sont fondées sur des critères aussi bien historiques et culturels que socio-économiques. Elles apparaissent de manière assez nette sur les cartes et nous indiquent une piste fiable pour comprendre les associations révélées par nos tableaux. Contentons-nous de deux exemples : le Zaghori, la région des Kalaritès et le sud-ouest de la plaine de Jannina enregistrent des scores très élevés sur les indices d'attachement. Il n'empêche que seules les deux premières régions se situent dans la

montagne, la troisième comprenant des villages semi-montagnards et de plaine. De même, si le dépeuplement est effectivement très fort dans cette dernière, ce n'est pas le cas du Zaghori dont la population recule plutôt modérément (voir carte 2).

- 56 À l'autre bout de l'échelle, des scores très faibles (ou négatifs) d'attachement sont massivement présents dans la région de Poghoni, prolongée vers le nord par une partie de Konitsa et vers le sud par certains villages de Kourenta-Tsarkovitsa, ainsi que dans le groupe des villages entourant la ville de Jannina (exception faite, évidemment, des « non-lieux »). Dans ce cas aussi, si toutes les régions sont de plaine, la Konitsa est bien montagnarde. Par ailleurs, au très fort dépeuplement marquant la grande majorité de ces villages fait ostensiblement exception la « couronne » de Jannina dont l'évolution est positive.
- 57 L'intervention des électeurs expatriés modifie sensiblement la configuration démographique du département. La carte 6 (indice de dépeuplement II) en faisant revenir cette population dans les localités d'origine, non seulement fait baisser les taux du recul, mais, pour la majorité des communes, elle montre une variation positive (comparer avec la carte 2, indice de dépeuplement I). À l'exception des régions périphériques du nord et de l'ouest (Konitsa, Pogoni et Kourenta-Tsarkonitsa, auxquelles il faut ajouter quelques villages dans le Zaghori et les Kalaritès), dont l'évolution de la population, quoique visiblement améliorée, reste négative, l'ensemble des localités du département enregistre une augmentation de ses effectifs par rapport à 1961. Il s'agit là d'un constat qui doit être pris sérieusement en considération pour toute analyse portant sur l'état actuel de la population « rurale », comme sur son devenir.

Carte 6



BIBLIOGRAPHIE

- Comminos, M. (1984), *Clientelistic Politics in Two Greek Districts : Aetolia-Acarmania and Kavala, 1946-67*, Ph. D., London School of Economics.
- Damianakos, St. (1981), « Les fiefs électoraux en Épire », *The Greek Review of Social Research*, n° spécial, EKKE, Athènes, p. 49-92.
- Damianakos, St. (1989), « Réflexions sur le travail agricole en Grèce, catégories statistiques et observation sociologique », *Meridies*, n° 9/10, p. 169-183.
- Damianakos, St. (1995), « Amitié et pouvoir dans un village épirote », in J. Pitt-Rivers et al. (ed) *Les amis et les autres, mélanges en l'honneur de J. Peristiany*, p. 47-73
- Damianakos, St. (1996) *Le paysan grec, défis et adaptations face à la société moderne*, Paris, L'Harmattan.
- Damianakos, St. (1997), « The Ongoing Quest for a Model of Greek Agriculture », *Sociologia Ruralis*, 37, 2, p. 190-208.
- Damianakos, St. et al. (1990), « Trois villages d'Épire, éléments d'analyse socio-démographique (1958/61-1988) », *The Greek Review of Social Research*, n° spécial, 74a, EKKE, Athènes, p. 125-229.
- Damianakos, St. et al. (1997), *Mémoire, travail et pouvoir dans trois villages d'Épire*, Athènes, Plethron (en grec).
- Premier Plan Quinquennal de Développement Économique et Social, 1983-87 (1984), Département de Jannina, Athènes.
- Zacopoulou, E. (1986), *Localité et relations de clientèle en Grèce, le cas d'un village naxiote (Apiranthos) et de ses immigrés à Athènes*, Thèse, université de Paris X-Nanterre.
- Zacopoulou, E. (1998), « Démographie politique du département de Jannina, le phénomène des 'originaires' », communication présentée au colloque *La montagne épirote* organisé par l'université de Jannina (Konitsa, mai 1998)

ANNEXES

FICHE TECHNIQUE

Unité d'analyse : la Commune

Espace de référence : le Département

Variables utilisées

B) POP91 : Population recensée 1991

D) ALT : Altitude

G) **INSCRIT** : Nombre des inscrits (élections du 8 Avril 1990)

H) **VOIX** : Nombre des voix exprimées (»)

J) **POP91 MAJ** : Population recensée 1991 majeure (en âge de voter), estimée d'après un coefficient de Pop91 – 28 % (ville de Jannina), – 23 % (Dodoni), – 19 % (Konitsa), – 26 % (Metsovo) et – 16 % (Pogoni), représentant les taux des jeunes de moins de 18 ans pour ces cantons

K) **H-J** : Nombre des voix exprimées moins population 1991 en âge de voter (retour expatriés majeurs)

L) **G-J** : Nombre des inscrits moins population 1991 en âge de voter (total expatriés majeurs)

M) **K : L** : Rapport entre retour expatriés et total expatriés, soit % des expatriés qui votent dans la localité (indice attachement I), [H-J/G-J]

N) **SC P 91** : Score de la pop. recensée 1991 (B).

Classes : 1) -100, 5) 1001-2000,

2) 101-200, 6) 2001-10 000,

3) 201-400, 7) 10 001-50 000,

4) 401-1000, 8) + 50 000

P) **H-J : J** : Voix exprimées moins pop.1991 en âge de voter divisées par pop. 1991 en âge de voter, soit % sur la pop.91 en âge de voter du retour expatriés (indice attachement II)

Q) **SC ALT** : Score de l'altitude (D).

Classes : 1) – 550 m. (Plaine),

2) 551-800 m. (Semi-Montagne),

3) + 800 m. (Montagne)

R) **SC K:L** : Score de l'indice attachement I (M). [Seulement lorsque $G > J < H$ ou $G > J > H$ et NON lorsque $G < J$. La pop majeure recensée ne doit pas être supérieure aux inscrits].

Classes : 1) -0, 5) 46-60 %,

2) 1-15 %, 6) 61-75 %,

3) 16-30 %, 7) 76 % + (CARTE 4)

4) 31-45 %,

S) **SC H-J : J** : Score de l'indice d'attachement II (P). [Y compris les villes].

Classes : 1) -0, 5) 76-100 %,

2) 0-25 %, 6) 101-125 %,

3) 26-50 %, 7) 126-150 %,

4) 51-75 %, 8) 151 % + (CARTE 5)

V) **G-J : J** : Nombre des inscrits moins pop. 1991 majeurs sur pop. 91 majeurs, soit % sur la pop. 91 majeurs du total des expatriés majeurs (L)

W) **POP61** : Population recensée 1961

X) **B-W** : Population 1991 moins Population 1961

Y) **B-W : W** : Variation de la population 1961-1991 (% sur la population de 1961- indice dépeuplement I)

Z) SC B-W : W : Score de la variation 1961-91.(Y).

Classes : 1) – 61 %,

2) de – 60 à – 46 %,

3) de – 45 à – 31 %,

4) de – 30 à – 16 %,

5) de – 15 à – 1 %,

6) de 0 à 15%,

7) 16 % + (Indice dépeuplement I) (CARTE 2)

AA) **SC V** : Score rapport du total des expatriés en âge de voter sur la population 91 en âge de voter (L/J).

Classes : 1) < 0, 5) 151 à 200 %,

2) 0 à 50 %, 6) 201 à 250 %,

3) 51 à 100 %, 7) 251 à 300 %, 8) 301 % + (total des expatriés inscrits sur les listes électorales de la localité). (CARTE 3)

4) 101 à 150 %, 8) 301 % + (total des expatriés inscrits sur les listes électorales de la localité). (CARTE 3)

AD) **(K + X)/W** : Indice dépeuplement II

AE) **SC du AD**. Score de l'indice dépeuplement II. Classes : les mêmes que Z (CARTE 6)

NOTES

1. La recherche sur le département de Jannina, dont nous présentons ici une partie des résultats, s'inscrit dans une opération plus vaste visant à tester, dans un cadre spatial élargi (régional et national) et à l'aide de données quantitatives, des observations réalisées au cours des enquêtes locales. La seconde phase étendra l'analyse sur l'ensemble des 5 560 communes et 361 dèmes que comportait le pays avant la récente réforme administrative. Ce volet, national, de la recherche fait partie du projet franco-hellénique « Les dynamiques de l'espace grec, des années soixante aux années quatre-vingt dix » mené en collaboration avec l'UMR Louest (G. Burgel) et dont l'objectif est de composer un ouvrage synthétique sur les grandes mutations démographiques, sociales et territoriales observées en Grèce au cours de cette période. Je tiens à exprimer ici mes plus vifs remerciements à Marie-Claude Herrero pour son assistance informatique, à S. Mohamed Barar pour la cartographie ainsi qu'à Ersi Zacopoulou (EKKE d'Athènes) pour son aide documentaire.

2. Ces enquêtes, étalées sur plusieurs années, ont été menées dans le cadre du programme de coopération franco-hellénique « La Grèce revisitée, analyses localisées du changement social », élaboré conjointement par des chercheurs du CNRS, de l'EKKE grec et de l'université Paris X-Nanterre. Elles ont mobilisé quatre équipes dirigées notamment par G. Burgel (Pobia en Crète du Sud), O. Guilbot et E. Sorocos (Le Pirée), M. Sivignon (région

de Prévéza) et H. Mendras et St. Damianakos (Epire). Pour la partie du programme « Épire revisitée », voir St. Damianakos *et al.* (1990, 1997) et St. Damianakos (1995).

3. Deux villages, Kalaritès et Miléa, illustrent ces types de positionnement différencié face aux deux indices d'attachement : le premier, situé à l'extrémité est de la région du même nom (sur la frontière avec le département de Trikala) compte 1 587 inscrits, 120 habitants en âge de voter et 308 voix exprimées. Ses scores sur l'indice I et II sont respectivement de 13 % (308-120/1587-120) et de 157 % (308-120/120). Par contre, dans le second village (au nord-est du Metsovo, sur la frontière avec Kozani) où le recul démographique est beaucoup moins accusé, le jeu entre ces trois paramètres aboutit à un renversement d'image : les chiffres relatifs à ce village (900 inscrits, 447 habitants en âge de voter et 726 voix exprimées) donnent un score assez fort sur l'échelle de l'indice I (62 %) et un score moyen sur l'échelle de l'indice II (62 %).

RÉSUMÉS

En dépit des tendances à la désertification de l'espace rural commandées par la société moderne et les chiffres fournis par la statistique, les villages épirotes refusent de mourir. Ce double défi, à la fois socio-démographique et épistémologique, lancé à la logique dominante, s'inscrit dans un phénomène d'ampleur de plus en plus considérable au cours de ces dernières décennies, celui de la double appartenance sociale et spatiale des migrants ruraux. Quelles que soient les particularités de l'histoire démographique d'une localité et la gravité de son dépeuplement apparent actuel, ce phénomène conditionne étroitement le jeu de la reproduction sociale du village et contribue à modifier l'image de désertification fournie par les études statistiques habituelles. La population villageoise perdue à la suite du mouvement conventionnellement appelé « exode rural » est ainsi retrouvée à l'intérieur d'une zone de no man's land statistique où le clivage urbain/rural n'a pas de sens et où la définition même de la « population » d'une agglomération aurait besoin d'être reconsidérée.

Despite trends towards the abandonment of rural areas precipitated by modern society and displayed by statistics, Epirot villages refuse to die. This double challenge, both socio-demographic and epistemological, to the dominant logic can be situated in a broader phenomenon of dual social and spatial affiliation of rural migrants, which has been increasingly prominent over the past decades. This phenomenon clearly determines the social reproduction of the village and contributes to altering the picture of rural desertification given by standard statistical research, irrelevant of the particular demographic history of the place or its apparent serious depopulation. The village population, lost through a movement most often termed "rural exodus", finds itself in a statistical no man's land where the urban/rural cleavage loses meaning and where the definition of the "population" of an agglomeration needs to be revised.

INDEX

Index géographique : Grèce

AUTEUR

STATHIS DAMIANAKOS

Ladyss, Cnrs